

2 Politique

Vie des mouvements politiques/Association pour le renouveau du Komo-Mondah (ARKOM)

Des ambitions nobles pour le développement

G.R.M

Libreville/Gabon

UN nouveau mouvement associatif à caractère politique vient de voir le jour dans le département du Komo-Mondah (Estuaire). Il s'agit de l'Association pour le renouveau du Komo-Mondah (ARKOM) qui a fait sa première sortie officielle, samedi dernier, à Nkoltang, dans le 2e arrondissement de la commune de Ntoun.

Cette structure est appelée à jouer un important rôle dans le paysage politique de cette circonscription. C'est du reste le sentiment que l'on a, surtout lorsqu'on regarde les personnes qui composent son bureau et les ambitions qu'elles se sont fixées.

Cette structure a d'emblée affiché ses ambitions déclinées devant une foule curieuse par son président actif Jean-Christophe Effale Nze. La création de cette association à caractère politique est le résultat d'une "réflexion longuement et mûrement menée". *«En effet, le constat de la situation alarmante dans laquelle se trouvent les populations sur les plans politique, économique, social, culturel et existentiel a motivé notre démarche, qui est une modeste contribution à l'œuvre de construction de nos villages et quartiers»*, a situé le président de l'ARKOM.

Un constat à tous points de vue avérée. Pour s'en rendre compte, il faut silloner le département, y compris les trois arrondissements de Ntoun. La circonscription ne tire vraiment pas profit de son



Photo : AEE

Le bureau de l'ARKOM : aller au bout des ambitions du mouvement.



Photo : AEE

Jean-Christophe Effale Nze, le président de l'Association pour le renouveau du Komo-Mondah, haranguant la foule.



Photo : AEE

Une vue des habitants du département du Komo-Mondah ayant pris part à la première sortie officielle de l'ARKOM.

potentiel et de sa situation géographique. Ses habitants étant les principales victimes. Notamment les jeunes qui sont frappés par le chômage, et de nombreux autres compatriotes vivant essentiellement des travaux champêtres mais dont les terres sont menacées par des "mains

noires". A l'évidence, l'ARKOM entend œuvrer à la défense et à la promotion des intérêts multiformes des populations ; à la promotion de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes ; et à l'initiation et au développement des actions en faveur des personnes du troisième âge,

des orphelins, des veuves, des veufs et des handicapés. Elle s'est aussi fixée pour objectifs la recherche de l'autonomisation "véritable" des couches sociales économiquement faibles, la prise de conscience du rôle irremplaçable de l'éducation, la formation à la responsabilité individuelle et

le maintien de la culture du vivre-ensemble. Pour atteindre ces objectifs, l'ARKOM a besoin de tout le monde, a souligné M. Effale Nze. C'est dire que les taupes, comme il y en a toujours eu dans la contrée, n'ont pas de place dans cette plate-forme, «car c'est en nous serrant les coudes et

en regardant dans la même direction que nous poserons les problèmes. C'est aussi ensemble que nous trouverons les solutions et relèverons tous les défis», a lancé l'orateur.

Une façon pour lui d'inviter les uns et les autres à la "véritable et honnête solidarité et unité", qui sont les bases du progrès. C'est pourquoi l'association accorde une importance à l'encadrement des populations, dans le but de les aider à se prendre en charge et de les accompagner. *«Ainsi, l'ARKOM se positionne-t-elle comme un relais et un interlocuteur crédible entre les pouvoirs publics, les partenaires au développement et les populations, en vue d'un mieux-être de ces dernières»*, a conclu M. Effale Nze.

Son bureau se compose comme suit : Jean-Baptiste Ndong Nzong (président d'honneur); Aloïse Bekale Ntoutoume (coordonnateur général); Jean-Christophe Effale Nze (président actif); Dr Jean Koumba (vice-président); et Bonaventure Eya Ndong (secrétaire général).

Miroir du gouvernement

Espoir permis ?

L'ARRIVÉE d'une nouvelle équipe gouvernementale suscite bien souvent, chez les populations, d'immenses espoirs au regard de leurs attentes et préoccupations. Surtout quand on y associe les personnalités de l'opposition et de nombreux jeunes et femmes censés apporter un autre regard et un certain dynamisme à l'action publique. On se met à espérer que toutes ces personnalités, après avoir prêté serment devant le chef de l'État, prendront réellement à bras-le-corps les difficultés de leurs concitoyens de manière à y apporter des réponses concrètes. On imagine que ces quarante ministres ne tomberont plus dans les mêmes travers que leurs prédécesseurs, en se comportant comme mem-

bre du gouvernement d'une localité et en transformant leurs cabinets et départements ministériels en lieux où caser les militants, neveux, nièces et autres parents désœuvrés en laissant de côté les compétences avérées. On peut raisonnablement le croire, d'autant que la feuille de route de l'équipe "Issoze Ngondet III" est suffisamment explicite : l'organisation des élections législatives, la poursuite de la mise en œuvre du Plan de relance économique (PRE) et du programme de matérialisation des mesures annoncées par le président de la République le 31 décembre dernier. Autant d'objectifs qui, toutes proportions gardées, ne sont guère insurmontables. D'autant plus que ce nouveau gouvernement

n'est responsable que devant le chef de l'État, qu'il est dispensé de la présentation d'un discours de politique générale et que sa durée de vie est limitée jusqu'à la proclamation des résultats de la prochaine élection des députés par la Cour constitutionnelle. Passer à côté de ce challenge pourrait contribuer, entre autres, à décrédibiliser davantage la parole publique et à élargir le fossé qui ne cesse de se creuser entre les Gabonais et leur classe politique. Car, à tort ou à raison, de nombreux compatriotes ont le sentiment que les politiques ne songent d'abord qu'à leurs intérêts en reléguant au second plan ceux des populations. Et que la nomination au gouvernement serait perçue par certains comme

une opportunité de se mettre à l'abri du besoin. Quoiqu'il en soit, les membres de l'équipe "Issoze Ngondet III" sont astreints à une obligation des résultats. Vu que les deux précédentes n'ont guère emporté l'adhésion de l'opinion. Tant de nombreuses promesses n'ont pas été tenues par les gouvernements précédents, et que bien souvent, à plusieurs reprises, l'amateurisme de certains de ses membres était manifeste. L'épisode de la Journée nationale de la Femme est encore dans toutes les mémoires. Dans tous les cas, la décision rendue par la Cour constitutionnelle, le 30 avril dernier, sonne comme une piqure de rappel, pour tous ceux qui seraient tentés de se languir. L'es-

poir est donc de mise, mais il devrait être mesuré. Car, les habitudes ont la vie dure dans notre pays. Les tout prochains jours devraient être riches d'enseignements. Reste qu'il revient seulement et uniquement aux membres du gouvernement de faire mentir tous les sceptiques qui ne croient guère en leurs capacités à impulser une nouvelle dynamique à l'action gouvernementale. Ils seront jugés au pied du mur, tels des maçons. Étant entendu que, comme l'avait indiqué le chef de l'État lors de sa traditionnelle allocution des vœux à la Nation, "2018 sera une année de réalisations, d'actions et de cohésion".